
GRAND ORIENT DE FRANCE, 220^e anniversaire de la *République*

Actes du colloque du 22 septembre 2012, Paris, Conform, 2012

Pierre-Yves Beaurepaire



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13233>

DOI : 10.4000/ahrf.13233

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2014

Pagination : 225-227

ISBN : 978-2-908327-68-7

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Pierre-Yves Beaurepaire, « GRAND ORIENT DE FRANCE, 220^e anniversaire de la République », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 376 | avril-juin 2014, mis en ligne le 11 juillet 2014, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/13233> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.13233>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

Tous droits réservés

GRAND ORIENT DE FRANCE, 220^e *anniversaire de la République*

Actes du colloque du 22 septembre 2012, Paris, Conform, 2012

Pierre-Yves Beaurepaire

RÉFÉRENCE

GRAND ORIENT DE FRANCE, *220^e anniversaire de la République*. Actes du colloque du 22 septembre 2012, Paris, Conform, 2012, 111 p.

- 1 Ce petit volume d'actes du colloque tenu en l'hôtel du Grand Orient de France à Paris à l'occasion du 220^e anniversaire de la République s'inscrit dans le programme des « États généraux – le terme connaît actuellement un succès tous azimuts – de la cause républicaine ». De fait, c'est bien la défense et l'exaltation de la « cause » qui caractérisent ce petit volume dont la mise en forme traduit une certaine précipitation – les coquilles ne sont pas rares. Certes, les organisateurs en appellent à la caution des grands anciens. Ainsi, la présence de Michel Vovelle – annoncée comme non programmée à l'origine, mais bien mise en valeur – permet de relier la rencontre de 2012 aux travaux stimulants du colloque organisé dans les mêmes lieux en 1984 sur « Franc-maçonnerie et Lumières au seuil de la Révolution française » – il réunissait notamment Ernest Labrousse, Daniel Roche ou encore Ran Halévi. Le risque de confusion des genres est évident et l'avant-propos du Grand Maître José Gulino donne le ton d'une « célébration », le terme est revendiqué, certes laïque, mais célébration tout de même : « Il s'agit bien pour le Grand Orient de France d'une célébration de la République et non d'une commémoration d'une simple date, une date qui devrait pouvoir légitimement faire partie, dans les années à venir, de notre calendrier événementiel régulier, tant la part que les francs-maçons ont prise à la construction de la République est grande » (p. 7). Significativement, en fin de colloque et de volume d'actes, le Grand Maître reprend la parole et la plume pour convoquer aussi bien Lao Tseu que Henri Bergson et conclure en ces termes la célébration du 220^e anniversaire :

« Nous devons en conséquence agir pour que chacun de nos citoyens connaisse, dans les trois champs d'action – social, économique et politique – la réaffirmation concrète des principes fondateurs de liberté, d'égalité et de fraternité. La laïcité dont le candidat François Hollande nous a promis dans ce Temple la constitutionnalisation en novembre dernier. Nos espoirs sont blessés. Mais notre volonté et notre lucidité restent intactes. C'est dans cet esprit et fort de ces convictions que j'ai proposé la rédaction de Cahiers de doléances portant sur la République, la citoyenneté et la laïcité qui seront remis aux pouvoirs publics » (p. 103).

- 2 Au-delà de la récupération qui est le fait de toute institution adoptant la posture de la célébration, le risque tient d'abord à la confusion entre l'histoire officielle d'une obédience maçonnique et l'histoire universitaire dont on sait les difficultés en France à reconnaître la légitimité du champ des études maçonniques. L'amalgame d'une recherche proprement académique sur la Franc-maçonnerie des XVIII^e-XX^e siècle avec une maçonnologie non scientifique faite de certitudes assénées avec la force d'un credo, fût-il républicain, et d'approximations historiques constitue une vraie menace de discrédit. Dans la première table ronde sur « L'avènement de la Première république », si les interventions de Roland Desné (« avant la République, les Lumières »), Éric Saunier (« Comment les francs-maçons devinrent républicains ») et Élisabeth Liris – qui avait participé au colloque de 1984 - (« Le 21 septembre : de l'an IV de la Liberté à l'an I de la République ») maintiennent dans un bel esprit de synthèse – le nombre de signes octroyé à chacun étant nettement inférieur à celui dont bénéficient habituellement les auteurs de contributions d'un colloque – un bon niveau d'exigence scientifique, en revanche, l'intervention de Florence Gauthier sur « République montagnarde, démocratie sociale et droits de l'homme » tient plus de la harangue ponctuée de nombreux points d'exclamation que de la communication savante.
- 3 La deuxième table ronde, « Quelle République pour demain ? », nous le rappelle Alexandre Dorna (« Universitaire, rédacteur en chef de la revue *Humanisme* ») en préambule, réunit des universitaires... membres du comité de rédaction de la revue publiée par l'obédience. On pourra y lire sous la plume de Samuël Tomei (« La République, de la nation à l'universel ») après des références à Alphonse Aulard, Danton, et avant celles à Claude Nicolet et Ferdinand Buisson, la crainte d'un démantèlement de l'État-nation républicain « par le bas avec l'exaltation des différences et par le haut avec le transfert de pans de souveraineté nationale au profit d'organismes supranationaux non-élus ». Et l'orateur de pointer deux démantèlements : l'émergence du communautarisme et la fragmentation par l'Europe, avant d'annoncer en « conclusion : l'Europe ». Concernant le premier démantèlement, Samuël Tomei écrit que « sans plus de point d'ancrage national, le citoyen n'est plus qualifié que dans ses appartenances particulières, l'assignation identitaire devient la règle. On perd ainsi de vue l'universel émancipateur – le montre l'exemple de la parité, régression essentialiste dont les partisans cherchent à faire croire que l'humanité serait la juxtaposition des hommes d'un côté et des femmes de l'autre quand elle est en fait ce qu'ils ont en commun par-delà leurs différences : « Un citoyen doit pouvoir considérer autrui autrement que dans son irréductible différence [...] » précise Catherine Kintzler – autre intervenante au colloque –, ajoutant que « les femmes aussi ont droit à la bienfaisance abstraction de n'être que des hommes » (p. 72). La table ronde se termine par l'intervention d'André Bellon « en tant que président de l'Association pour une Constituante et, par ailleurs, comme un des animateurs du groupe « République ! » qui

organise depuis plus de dix ans, le 22 septembre, un rassemblement aux Tuileries devant la plaque qui commémore la naissance de la République en 1792 » (p. 95). Pour André Bellon, la République est en perdition. Et de fustiger tant Nicolas Sarkozy que le parti socialiste des années 1980 : « Et comment oublier la ridicule pseudo-célébration du bicentenaire de la Révolution française sous l'égide de François Mitterrand ? Mais par-dessus tout, insistons lourdement sur les règles de la construction européenne ; celle-ci détermine, en effet, de façon plus profonde et en même temps moins visible, l'essentiel de notre vie publique. Cette Europe est fondée sur une pensée qu'on nomme de nos jours post-moderniste, au sens où elle met à bas tous les fondements philosophiques des Lumières » (p. 97).

- 4 On est donc bien loin du colloque universitaire promis en ouverture ce qui est en soi déjà regrettable. Plus grave encore, l'absence de nuances et de modération – osons le mot – de certains plaidoyers font – bien involontairement – le lit des ennemis viscéraux de la Franc-maçonnerie. On remarquera d'ailleurs que ces derniers n'hésitent non plus à solliciter les cautions universitaires. On peut ainsi s'étonner que le contemporanéiste Édouard Husson (vice-chancelier des universités de Paris de 2010 à 2012) ait préfacé l'ouvrage de dévoilement/dénonciation de « la géopolitique « cachée » de la constitution européenne » du politiste catholique Pierre Hillard : *La décomposition des nations européennes : De l'union euro-atlantique à l'État mondial* (François-Xavier de Guibert, 2005). Le même Pierre Hillard récidivant deux ans plus tard dans *La Marche irrésistible du nouvel ordre mondial. Destination Babel* (François-Xavier de Guibert, 2007) où l'on peut lire : « j'ai pu démontrer (*sic*) le rôle de la franc-maçonnerie juive dans la rédaction des textes en faveur de l'ethnisme dans le cadre du Traité de Versailles ».
- 5 Si le monde académique veut faire rempart contre les intégrismes de tout poil, c'est donc bien en refusant toute instrumentalisation, même pour les « causes » les plus légitimes, ici la République, et en proposant aux citoyens les clés d'interprétation, nécessairement complexes, d'un monde instable et qui doute, tant de ses valeurs que de ses perspectives.